

## Relations économiques bilatérales Suisse-RFA

### 1. Evolution économique en RFA

#### **Décalage massif entre la RFA et la RDA; difficultés d'ajustement en RDA**

A la veille de l'unification allemande du 3 octobre 1990, l'économie de RFA connaissait un rythme de croissance soutenu (+ 4,5%), allant de pair avec un taux d'inflation modéré (+ 2,8%) et un niveau quasi maximum d'utilisation des capacités. Parallèlement, la RDA subissait de plein fouet les effets de son manque de compétitivité. En juillet 1990 - premier mois d'application du traité d'union monétaire, économique et sociale -, la production industrielle de la RDA a chuté de 42%. Avec un PIB dix fois inférieur à celui de la RFA et une productivité par travailleur 3 fois plus faible, la population de l'ex-RDA devra à l'avenir supporter de profonds ajustements structurels. Les difficultés prévisibles ont été aggravées, dans un premier temps, par des revendications salariales exagérées et les réticences des investisseurs. La RDA comptait, à la fin août 1990, environ 360'000 chômeurs complets et 1,4 million de chômeurs partiels.

#### **Diminution de l'excédent de la balance allemande des opérations courantes**

L'unification allemande s'accompagne d'une augmentation sensible de la demande intérieure. Elle est due en large partie à la forte poussée de la consommation dans les 5

---

nouveaux "Länder" qui constituaient précédemment la RDA. La croissance de la demande intérieure allemande compense pleinement l'effet du ralentissement conjoncturel sur divers marchés d'exportation (USA, Grande-Bretagne, Suède). Avant même l'entrée en vigueur de l'union économique, monétaire et sociale avec la RDA, l'excédent trimestriel de la balance des opérations courantes de RFA avait diminué d'un tiers.

**Rigueur persistante de la politique monétaire: condition pour absorber les chocs de l'unification et de la crise du Golfe**

Après avoir en partie subi la loi des autorités politiques au moment de la conversion des Ostmark en D-Mark (à un taux qu'elle jugeait trop favorable), la Bundesbank a fermement repris les rênes de la politique monétaire. La croissance de l'agrégat de référence M3 a été maintenue au niveau inférieur de la fourchette prévue (entre 4 et 6%), de sorte que le D-Mark s'est montré résistant vis-à-vis des autres monnaies européennes et s'est même raffermi par rapport au dollar. Cette évolution a permis en particulier d'amortir jusqu'ici les poussées inflationnistes pouvant résulter de la hausse des prix du pétrole, suite à la crise du Golfe.

**Augmentation massive de l'endettement public: va-t-on vers une hausse des impôts?**

L'unification allemande va entraîner une augmentation massive des dépenses publiques. Les recettes d'impôts et de cotisations sociales sur le territoire de l'ex-RDA ne contribueront qu'assez peu à couvrir les énormes dépenses que vont y nécessiter la reconstruction des infrastructures, la lutte contre la pollution, les aides sociales et les indemnités de chômage. Pour la seule année 1990, on

---

évalue à 100 milliards de DM, voire plus, le besoin net de crédits nouveaux de l'ensemble des entités politiques allemandes (Bund, Länder, Communes). Aussi est-ce le débat sur le financement des dépenses publiques qui va probablement marquer les législatives de la fin de cette année. Pour l'instant, la coalition au pouvoir s'en tient à son engagement à ne pas augmenter les impôts, tandis que le leader de l'opposition sociale-démocrate préconise d'aggraver l'imposition des revenus élevés. Dans un rapport sur l'Allemagne de juillet 1990, l'OCDE laisse entendre que des hausses d'impôts seraient nécessaires, mais ne pourraient être que limitées, "étant donné l'ampleur de l'assiette fiscale".

**Un obstacle particulier aux investissements de pays tiers: l'accès à la propriété privée dans les Länder de l'ex-RDA**

Les autorités allemandes comptent sur des investissements privés massifs dans les 5 Länder de l'ex-RDA. A cet égard, les perspectives de rentabilité ne pourront toutefois se concrétiser que peu à peu, dans la mesure où seront progressivement levés les nombreux obstacles qui subsistent. Parmi ceux-ci, l'accès à la propriété immobilière pourrait constituer la difficulté majeure, surtout pour les petites et moyennes entreprises ainsi que pour les investisseurs de pays tiers. En effet, selon la déclaration commune adoptée en même temps que le traité d'union, les biens nationalisés après 1949 seront attribués en priorité à leurs anciens détenteurs, lesquels sont généralement allemands. Quant aux biens qui restent entre les mains des pouvoirs publics, les conditions de leur privatisation sont encore trop complexes. Les efforts du Ministre de

l'économie Haussmann pour attirer les investisseurs par des encouragements fiscaux ne permettent pas de surmonter jusqu'ici ce type de difficultés.

## **2. Echanges Suisse-RFA**

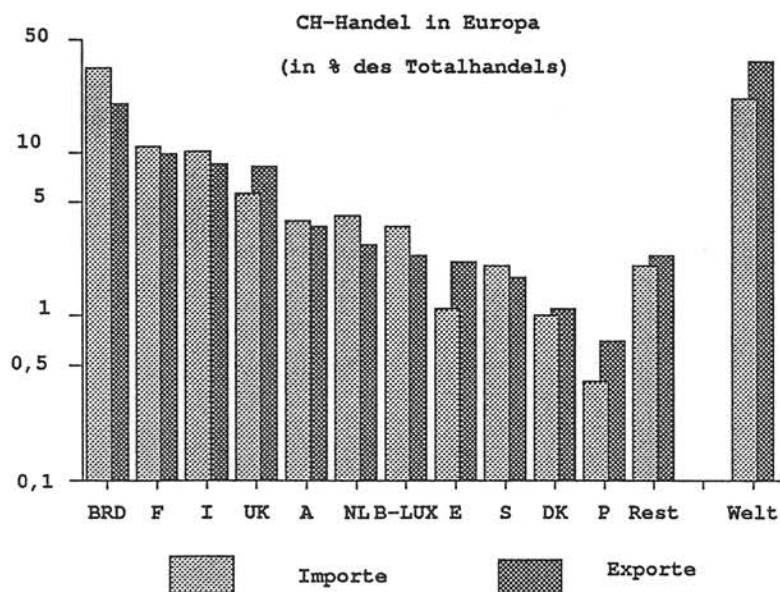
**Comparaison sans grande signification avec les échanges Suisse-RDA**

Durant les huit premiers mois de 1990, les exportations suisses vers la RFA ont augmenté de 12,9%, tandis que celles vers la RDA diminuaient de 19,8%. Cette évolution divergente a également été enregistrée - dans une moindre mesure - à l'importation (RFA: + 5,8%; RDA: - 8,3%). En termes absolus cependant, une telle constatation est pratiquement sans portée, puisque nos échanges avec la RDA représentaient jusqu'ici moins de 2% de notre commerce avec la RFA.

**Deutschland - unser wichtigster Handelspartner mit einem Warenverkehr gleich demjenigen mit den übrigen drei Nachbarländern zusammen**

Mit 33.5% der Einfuhren und 20,3% (1989) der Ausfuhren ist die Bundesrepublik für die Schweiz weltweit der wichtigste Handelspartner. Der Warenverkehr mit unserem nördlichen Nachbarn entwickelte sich in der letzten Jahren ungefähr im Gleichschritt zu demjenigen mit den restlichen Freihandelsländern; im vergangenen Jahr blieb der Zuwachs bei den Exporten (+ 10,7%) und den Importen (+ 13,7%) allerdings unter dem gesamteuropäischen Mittel (14,3% bzw. 15%).



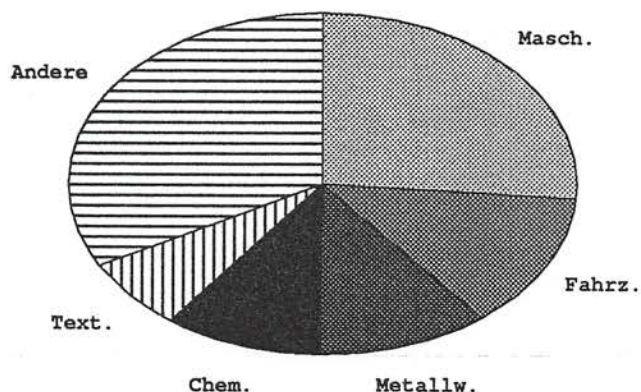


### **Klare Dominanz der P r o d u k t e d e r Maschinenindustrie bei den Ausfuhren**

Bei den schweizerischen Ausfuhren in die Bundesrepublik dominieren seit Jahren die Maschinen mit einem Anteil von 34% (1989). Unter den weiteren wichtigen Exportbranchen unserer Wirtschaft figurieren in der Hauptsache die Chemie inkl. Pharma (13,9%), Metalle und Metallwaren (12,7%), Textilien und Bekleidung (7,8%) sowie Instrumente und Apparate (6,4%). Die Lieferungen in die Bundesrepublik umfassen praktisch den ganzen Fächer unseres Exportangebots. Die Zunahme der schweizerischen Exporte tendierte in den vergangenen Jahren eher nach unten; umso erfreulicher ist deshalb die Steigerung (10,7%) im vergangenen Jahr.

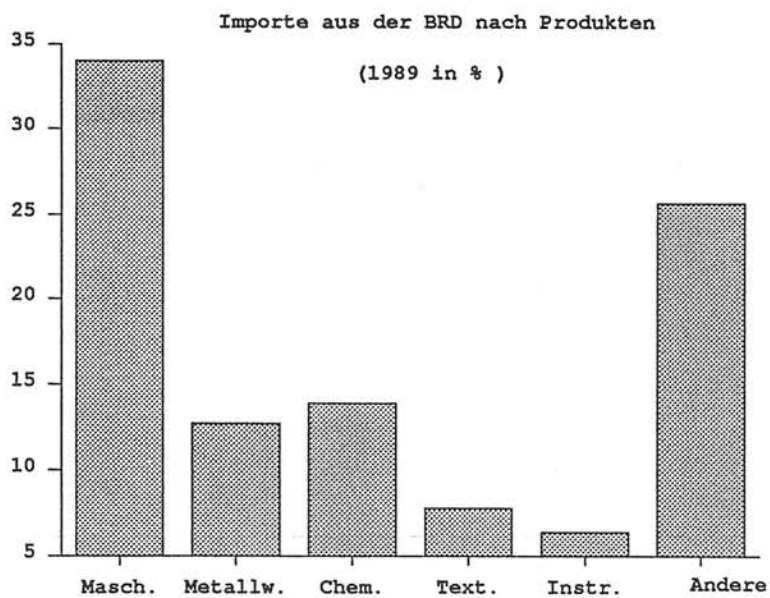
## Exporte in die BRD nach Produkten

1989



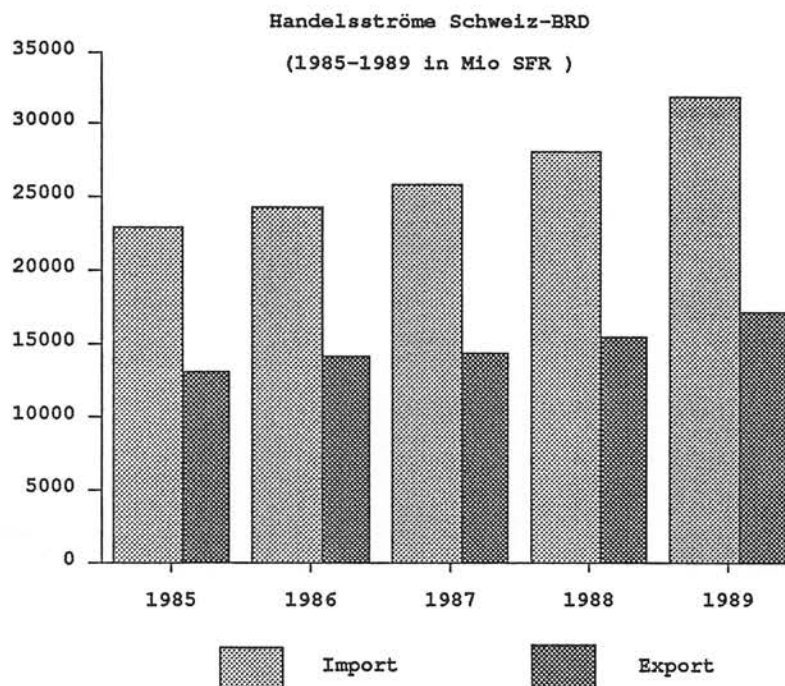
**Verlangsamung der  
Wachstumsraten der  
Importe im vergangenen  
Jahr**

Unter den schweizerischen Einfuhren aus der Bundesrepublik dominieren die Maschinen (26,3%) und die Transportmittel (12,9%). Daneben sind auch Bereiche wie Chemie (inkl. Pharma) (10,1%), Metalle und Metallwaren (10,9%) sowie Kunststoffe von erheblicher Bedeutung. Die überdurchschnittliche Zunahme der Importe aus unserem nördlichen Nachbarland, die seit den Siebziger Jahren praktisch zur Regel geworden war, hat sich 1989 nicht fortgesetzt. In absoluten Zahlen jedoch erreichte die Zunahme immerhin fast 4 Milliarden Franken.



**Traditionell negative und  
sich zunehmend  
verschlechternde  
Handelsbilanz**

Die Schweiz weist gegenüber der Bundesrepublik ein traditionelles, in den letzten Jahren jedoch eher überdurchschnittlich wachsendes Handelsbilanzdefizit aus.



Die Eidgenossenschaft importiert in allen Sparten deutlich mehr aus der BRD als sie dorthin exportiert. In den europäischen Rahmen gestellt betrug das Handelsbilanzdefizit gegenüber der Bundesrepublik Deutschland 1989 mit 14,8 Mia. Sfr das Dreifache des totalen Fehlbetrags mit den übrigen Freihandelsländern.

### **Die Schweiz, hinter den USA wichtigster Investor in der Bundesrepublik**

Die Schweiz rangiert in der Bundesrepublik seit Jahren an zweiter Stelle der Direktinvestoren. Mit rund 15,1 Mia. DM nahm die Schweiz 1988 in der Bestandsstatistik hinter den USA (35,7 Mia.) den Spitzenplatz ein und verwies traditionell wichtige Investoren wie Holland und Grossbritannien auf die Ehrenplätze. Interessant ist auch festzustellen, dass die Investitionen schweizerischer Provenienz seit jeher höher sind als etwa diejenigen Frankreichs, Japans, Belgiens und Oesterreichs



---

zusammengenommen und rund das Doppelte der  
bundesdeutschen Anlagen in der Schweiz ausmachen.